

**Consultation du DFJ sur la version 1 du futur  
Plan d'études cadre romand (PECARO)  
*Contribution de la Société pédagogique vaudoise***

Appuyée sur le combat pour une véritable école romande et les perspectives tracées depuis près de 150 ans par la Société pédagogique romande (SPR), puis par le Syndicat des enseignants romands (SER), et se reconnaissant par ailleurs dans la position proposée par le SER adressée à la CIIP, la SPV livre ci-dessous ses remarques et contributions sur la version 1 du PECARO.

La SPV a la certitude que bon nombre de ses réflexions pourront être intégrées dans la contribution apportée par le DFJ à la CIIP. Il s'agit du développement d'éléments mis en avant par la SPV lors de séance de la Commission consultative de l'enseignement du 10 juin 2004.

**La SPV, sous réserve des éléments déclinés plus bas, salue :**

- **l'ambition, tant politique que pédagogique, déclinée dans et par le PECARO. La SPV relève que le PECARO contient les éléments susceptibles, à terme d'harmoniser les contenus et les objectifs d'une école romande encore en devenir. Elle souligne dans ce cadre que seule une volonté politique forte et affirmée publiquement, de manière récurrente et continue, peut conduire le projet à porter les effets potentiels du PECARO jusque dans le quotidien de la classe ;**
- **la concrétisation par un document d'importance de la mise en œuvre des éléments contenus dans la Déclaration de la CIIP sur les Finalités et objectifs de l'école publique du 30 janvier 2003 ;**
- **le fait qu'au-delà d'une simple et seule déclinaison de contenus, le PECARO constitue un véritable projet d'école, appuyé sur une pédagogie active (pédagogie de projet, cycles d'apprentissage, autonomie relative donnée aux établissements et aux enseignant-es, approche de construction des savoirs de l'élève et centration sur les apprentissages de ce dernier, travail en réseau et en équipe, décloisonnement potentiel des disciplines) ;**
- **les propositions de mise en musique d'une possible articulation entre instruction et l'éducation, via notamment le descriptif contenu dans le *Domaine de formation générale* et le développement de *Capacités transversales*;**
- **le fait de voir aboutir un premier état de ce projet important dans l'espace de temps programmé à sa rédaction.**

---

Pourtant, la SPV relève que des incertitudes demeurent, susceptibles de rendre équivoque et erratique la **mise en œuvre** concrète du projet PECARO.

**C'est en particulier le cas en ce qui concerne les conditions d'opérationnalisation qui semblent bien fragmentaires et doivent être explicites, développées et exemplifiées.**

Ainsi, si des équilibres ont pu être trouvés, de nombreux éléments doivent encore être précisés et affinés ou confirmés.

Il s'agit notamment de:

## **Confirmer la nature du document**

A notre connaissance est apparu un glissement progressif d'un plan « d'études » cadre vers un plan cadre. De fait, la nature du PECARO pourrait être jugée comme intermédiaire entre ces deux déclinaisons.

En tout état de cause, affirmer de manière forte, et dorénavant récurrente, que le PECARO est d'abord un objet destiné aux concepteurs de plans d'études cantonaux, risque de conduire à se priver de l'opportunité de pouvoir (re)placer l'action des enseignants dans un cadre plus large qui articule, notamment, les valeurs, les finalités et objectifs avec les contenus, les pratiques, les approches et postures pédagogiques et l'organisation des établissements.

**Ainsi, le chapitre 6 du PECARO (*Réflexions sur le plan cadre et sur l'enseignement-apprentissage à l'école obligatoire*) se devrait-il d'être connu de tout praticien et saisi comme objet d'étude et de réflexion dans le cadre de la formation initiale et continue.**

Dans ce cadre, et en référence à la volonté de voir publiée une **version « élèves et/ou « parents »** du PECARO, la SPV estime que ces documents doivent être prêts au moment où les premiers effets concrets de PECARO seront intégrés dans la politique scolaire ou impacteront les Plans d'études cantonaux.

## **S'interroger sur le maintien des plans d'études cantonaux**

Si l'on tient absolument - condition politique d'acceptation du produit - à une « réécriture » cantonale de plans d'études - alors qu'un affinage des OPA suffirait sans doute à transformer PECARO en véritable plan d'étude -, il s'agira de:

- trouver le correct niveau d'articulation entre les échelles *très larges* PECARO, *larges* cantonales et *fin*es dans l'établissement ;
- s'interroger sur le degré de re-découpage fins des contenus développés dans le PECARO auquel il doit être procédé pour les cycles et différents degrés de la scolarité obligatoire vaudoise ;

**Selon la SPV, la responsabilité des déclinaisons locales et du redécoupage en actes d'enseignement ne doit pas être dévolue aux seuls enseignant-es.**

- assurer le fait que la CIIP fournir une aide concrète aux cantons dans l'écriture des plans d'études (produit dérivé de type 1) ;
- prévoir une instance de validation des plans d'études cantonaux la CIIP.

**Constatant que faire l'impasse aujourd'hui sur les plans cantonaux semble relever de l'utopie, et dans les perspectives et questions évoquées ci-dessus, la SPV ne verrait pas d'inconvénient à ce qu'un accord juridique contraignant oblige les cantons à en référer à une instance de validation de la CIIP avant toute adoption d'un plan d'étude cantonal ou de moyens d'enseignement potentiellement « pécaro-compatibles ».**

**L'adoption de cet accord est difficilement envisageable au niveau parlementaire.**

Néanmoins, ce serait là une opportunité forte de voir discutés les contenus de l'école par les instances politiques législatives, ce qui, il est utile de le rappeler, n'a pas été le cas de la Déclaration sur les finalités et objectifs de l'école publique du 30 janvier 2003 et qui semble devoir revenir comme un boomerang de la part de députés plus ou moins bien intentionnés...

**C'est sur cette déclaration que devraient pour le moins porter les débats politiques.**

**Enfin, les rumeurs sur la prochaine écriture d'un plan d'études BEJUNE-FRI doivent être levées ou confirmées. Se retrouver avec un seul plan d'études pour 4 cantons et 3 plans d'études «lémaniques» différents confinerait à l'absurde, même si d'aucuns seraient alors tentés d'affirmer que c'est déjà cela de pris.**

Enfin et à ce propos, la SPV interroge le **statut évolutif** du PECARO : jusqu'où ? et qu'est-ce qui évolue ? La SPV relève que ce type d'affirmation libre comporte un risque de rejet dans un moment où la stabilité est demandée.

Dès lors, cette approche évolutive interroge, par effet de cascade, le principe d'une évolution permanente des plans d'études cantonaux, des directives et des moyens d'enseignement y relatifs? Est-ce réellement cela qui est désiré ?

**La SPV propose de dire plus clairement sur quoi portera l'évolution et le suivi (par exemple sur l'opérationnalisation), et qu'une « revisite régulière » est prévue, par exemple tous les 5 ans.**

### **Développer la notion de cycles d'apprentissage**

En ce qui concerne les **cycles d'apprentissage**, la SPV soutient leur définition, notamment temporelle (4, et respectivement 3, ans semblent le minimum indispensable pour pouvoir « recueillir les fruits » d'un pilotage d'un cursus de formation selon des objectifs à long terme).

La SPV relève pourtant que cette notion ne comporte dans notre canton, et à ce jour, aucun ancrage réel, les cycles d'apprentissage se réduisant à des cycles d'enseignement de 2 ans, qui juxtaposent simplement des années d'école, le maintien dans le cycle correspondant à un simple redoublement.

De plus, il n'existe pas de cycle 7-9, les 3 dernières années de l'école obligatoire correspondant à 3 degrés successifs, pilotés par des objectifs spécifiques à ces degrés.

**Si l'on peut comprendre que le PECARO ne peut directement impacter les structures cantonales et la gestion des flux d'élèves, et ne saurait obligatoirement en lui-même mettre en cause le système des filières des degrés 7-9, la SPV relève qu'une meilleure définition et approche des cycles d'apprentissage est à initier, notamment et également dans les perspectives tracées par le projet HarmoS.**

### **Assurer la production des produits dérivés du PECARO**

S'agissant notamment des exemples de situation d'apprentissage, des modalités d'organisation de travail, des instruments d'évaluation ou des attentes pour le cycle, rien n'indique, à ce jour, que des moyens humains - donc financiers - puissent être dégagés à long terme afin d'assurer la pérennité de production de ces produits<sup>1</sup>.

Ce sont pourtant ces derniers qui permettront concrètement d'ancrer les objectifs du PECARO dans le concret de la vie des établissements et dans les pratiques des enseignant-es.

Dans ce cadre, la SPV relève que l'articulation du PECARO et des thèses proposées par le GRETEL devrait être rapidement mise en lumière.

### **Définir un statut solide pour les degrés « préscolaires »**

Si le PECARO pose des attentes de fin de +2, mais que le cycle initial reste non obligatoire - ou respectivement réduit à une seule année -, il convient de relancer le débat sur l'obligation des degrés préscolaires.

### **Faire accepter le choix des domaines disciplinaires**

La SPV prend acte du choix qui a été décidé d'entrer par les domaines disciplinaires, mais relève néanmoins que d'autres auraient pu être faits.

Ainsi les premiers degrés auraient pu ancrer les contenus dans le domaine de formation générale et un « glissement » plus subtil vers les entrées disciplinaires être proposé, dès l'apparition formelle de disciplines telles que les langues.

---

<sup>1</sup> La SPV demande qu'un chiffrage des conséquences financières de la mise en œuvre de PECARO soit proposé, ceci notamment dans la perspective d'un éventuel débat parlementaire à ce propos.

En ce qui concerne le choix effectué de regroupement par domaines, la SPV relève que le statut des disciplines qui sont à la fois objet d'étude et outils (français au service de l'ensemble des apprentissages, mais aussi mathématiques au service, notamment, des sciences de la nature, ainsi que les TIC au statut encore plus mouvant) pose des questions. Certains proposent même de faire des *capacités transversales* de tout ou partie de ces disciplines.

Au statut pourtant particulier, le domaine « langues » est articulé de manière trop sommaire. Il ne propose que des cheminées et ne permet pas de rendre visible la mise en œuvre de l'intégration des disciplines entre elles et avec des contenus d'autres domaines.

#### **OPA**

*Les objectifs prioritaires d'apprentissage sont-ils tous compréhensibles ? Un rapide sondage chez des collègues semble indiquer que certains restent relativement obscurs, abscons ou susceptibles d'une très et trop large interprétation.*

*On relève à ce propos que les OPA, de par leur nature très large, risquent d'apparaître comme peu ou pas assez ambitieux.*

*En ce qui concerne les composantes des OPA, la SPV relève qu'il s'agirait de les passer au crible d'une meilleure homogénéisation (le domaine « langues », comme évoqué plus haut, est éclairant à ce propos qui présente des actes concrets des élèves, des mises en situation par les enseignant-es, des intentions, des objectifs à termes divers...).*

### **Mettre en musique la *Formation générale* et les *capacités transversales***

L'articulation du domaine *Formation générale* avec les disciplines, ainsi que l'intégration du développement de *capacités transversales* est un défi posé aux enseignant-es et aux équipes.

**Le choix d'avoir découplé des contenus disciplinaires à la fois du domaine de formation générale et celui du développement de capacités transversales comporte paradoxalement l'effet potentiel de les laisser de côté.**

**La SPV relève que si des éléments forts relatifs au domaine de *formation générale* et aux *capacités transversales* ne sont pas inscrits dans des contenus, déclinés via les moyens d'enseignement, si telle ou telle partie de ce domaine ne figure pas explicitement à la grille-horaire (ce peut être le cas pour la citoyenneté ou la littéracie des images, par exemple), ou s'il ne sont pas mis en pratique réelle et concrète dans la vie de la classe et la dispense d'enseignement conduite par les enseignants, tout ce pan « éducatif » risque d'être mis de côté.**

**Dans ce sens, les déclarations de la CDIP relative au projet HarMoS, qui évaluerait les « principaux domaines de formation », en faisant allusion aux maths, aux sciences, et aux langues, ne manquent pas d'inquiéter.**

**Entre une école qui éduque d'abord et une école qui instruit surtout, il faut quand même choisir. Ceci d'autant plus si les domaines disciplinaires, celui de la formation générale et les capacités transversales sont déconnectés.**

La SPV rappelle que l'évaluation en les matières *rapport à soi, aux autres et au monde*, développées principalement selon une approche de transversalité - interdisciplinarité et en termes d'attitudes, est, par nature, peu solide. Qu'elle comporte par ailleurs des risques de dérive et que, bien souvent, on n'enseigne réellement que ce que l'on sait (ou croit savoir) évaluer...

### **Assurer les *Conditions-cadre***

La SPV relève leur nature très diverse (injonctions données aux enseignants, situations d'apprentissage, injonctions immobilières données aux communes, ...). Elles sont développées alors que le contexte financier des cantons, notamment du canton de Vaud, est extrêmement difficile.

**A ce propos, la SPV demande que l'on s'interroge notamment sur la question de l'équité intercantonale et intracantonale, et les conditions matérielles générales offertes aux enseignants (travail en équipe ; possibilités de financement cantonal et communal au niveau des infrastructures : piscines / bibliothèques scolaires / parc et liaisons informatiques, par exemple; le temps de travail en présence des élèves), notamment dans le cas où les outils nécessaires à la mise en œuvre de PECARO ne seraient que peu fournis par l'institution.**

### **Préciser la fonction et l'utilisation des attentes et des balises**

Le fait de fixer des attentes communes pour TOUS les élèves est salué, mais interroge néanmoins fortement. La question du « cercle minimum » de connaissance et de son diamètre est récurrente.

La SPV propose que les rédacteurs du PECARO se penchent sur la production d'attentes spécifiques (non en volume, mais en qualité) pour les élèves en très grande difficulté, qui relèvent de l'enseignement spécialisé et pour qui, par exemple, l'école doit travailler à développer et faire acquérir des structures logiques acquises pour la majorité des enfants lors de leur entrée dans le premier degré pré-scolaire. Dans ce sens, il s'agirait alors de « décortiquer » finement les OPA...

**Certains relèvent le risque de « formatage » des élèves à travers les attentes, tout en relevant que les balises sont susceptibles de fixer des horizons capables de dynamiser l'enseignement et l'apprentissage.**

**De plus, la lecture réductrice des attentes (de même que celle des OPA) peut conduire à considérer le PECARO comme insuffisamment ambitieux.**

**La SPV soutient pourtant le fait que valoriser les attentes et les balises « romandes » reste un facteur d'harmonisation primordial, qu'il s'agira néanmoins d'articuler de la meilleure manière possible avec les futures balises HarmoS.**

Une question se pose à travers les balises : les élèves devront-ils « être moyens partout » ? cela interroge sur la gestion des flux d'élèves. Le canton de Vaud l'a expérimenté amèrement dès la mise en place d'EVM !

On comprend la nature des balises pour la fin des cycles, mais la notion reste floue quand on parle de balise *pour* le cycle.

Rien n'est dit sur les aides concrètes fournies à l'enseignant pour repérer les manques *pendant* le cycle? Il s'agira d'en fournir des descripteurs.

**Il conviendra aussi de fournir de vraies aides (produits dérivés de xème génération...) pour remédier aux manques mis en lumière chez les élèves, au-delà de la très déclamatoire différenciation; les maîtres doivent ici également être outillés.**

La dichotomie entre *seuil minimum* et *seuil de réussite* semble un peu de circonstance et difficilement lisible.

Elle interroge évidemment la question des structures, notamment des filières... ainsi que celle de la mobilité des élèves si les seuils de réussite restent non identiques entre les cantons.

## **Mettre en place une politique romande de l'évaluation**

La définition claire des liens et articulations à établir entre les différents « niveaux » de l'évaluation en Suisse romande manque, en particulier les liens à établir avec les futures « balises » ou standards HarmoS .

On semble comprendre que PECARO (à travers les balises et les attentes) est un d'abord un instrument de pilotage des apprentissages des élèves, alors qu'HarmoS relève du pilotage du système ... mais, concrètement, pense-t-on utiliser les standards HarmoS là où ils existeront... et les attentes PECARO ailleurs ?

Qu'en sera-t-il des épreuves de référence cantonales dans ce cadre ?

**Entre contrôles sommatifs effectués par les enseignants dans la classe, épreuves communes à une équipe d'enseignants, éventuelle épreuve d'établissement, épreuves cantonales de référence (ECR), épreuves romandes (attentes PECARO) et nationales (balises HarmoS), sans compter PISA ..., le risque de doublonnage et d'envahissement par l'évaluation est avéré.**

L'écart enfin entre les grilles-horaires des cantons romands comporte le risque de gérer les domaines disciplinaires de manière inéquitable et de rendre impossible toute évaluation selon des épreuves de référence romande.

Enfin, comme dit plus haut, il s'agira de mettre en lumière les liens et l'articulation entre PECARO, ses balises et ses attentes avec les thèses sur l'évaluation proposées par le GRETEL.

## **S'engager pour une formation et un accompagnement des enseignants à hauteur de l'ambition**

Il s'agit en particulier s'agit de s'interroger sur les éléments utiles aux enseignant-es afin qu'ils puissent concrètement procéder au passage de la définition de « *ce que l'élève doit apprendre* » à un produit qui précise : « *ce que le maître doit enseigner* ».

C'est notamment sur ce thème et également sur la capacité à véritablement pouvoir articuler les domaines disciplinaires avec les composantes du domaine de formation générale, ainsi qu'avec celles des capacités transversales qu'il s'agirait de développer des modules de formation initiale et continue.

**Si la mise en place du PECARO est un moyen de quitter à terme le pilotage par les moyens d'enseignement et le programme à parcourir, il n'en reste pas moins qu'il s'agit pour les décideurs institutionnels et les enseignant-es de prendre conscience de l'effort à fournir en formation et accompagnement si l'on désire réellement voir les idées nouvelles de PECARO prendre pied dans la réalité du quotidien des classes.**

SPV/juillet 2004